

INTERVIEW

« J'aime bien prendre mon pied ! »

Propos recueillis par Florent Toniello

Le woxx a pu s'entretenir avec l'eurodéputé français José Bové, co-tête de liste des Verts européens pour les élections de mai prochain, à l'occasion de sa conférence donnée à Luxembourg mardi dernier.

woxx : On évoque le chiffre de 20.000 lobbyistes à Bruxelles. C'est plus que les 15.000 fonctionnaires européens. Est-ce qu'un tel nombre ne conduit pas à être submergé par l'ampleur du phénomène ?

José Bové : Je n'ai jamais eu cette sensation : j'agis, j'avance, je démasque... Si les 766 eurodéputés faisaient le même boulot, on aurait déjà nettoyé les écuries d'Augias. Pourquoi ce phénomène des lobbys ? Parce qu'il y a une pression phénoménale à Bruxelles, car c'est là que les décisions se prennent. C'est donc à Bruxelles que se joue la bataille. La logique du monde libéral est extraordinaire : tout le pouvoir est donné aux entreprises, qui sont au cœur du système. On fait croire aux gens que c'est par les entreprises que les choses vont changer. C'est une véritable perversion du politique par la logique du marché.

Vous parlez d'un rôle accru des eurodéputés. Lorsqu'on examine par exemple le projet de règlement sur les semences, on voit le chemin à parcourir : certes, les partis se sont finalement mis d'accord pour rejeter le texte de la Commission, mais ce texte sera vraisemblablement travaillé au Conseil de l'Union européenne.

C'est exact. Mais dans ce cas, il y a aussi un travail de pression sur le Conseil, c'est-à-dire sur les ministres nationaux compétents, à effectuer dans chaque pays. Il faut les interpeller démocratiquement et mettre le sujet sur la place publique. C'est la raison pour laquelle j'ai interpellé aujourd'hui à plusieurs reprises les ministres luxembourgeois présents dans la salle. A eux d'assumer maintenant leur responsabilité. L'intérêt dans ce cas de figure est que chaque voix des 28 Etats membres compte.

On a souvent l'impression que les débats européens sont très techniques : les procédures sont complexes et souvent les « experts » s'approprient le débat. Comment redonner l'envie aux citoyens de s'intéresser, voire de s'engager au niveau européen ?

D'abord, il serait important de voir des citoyens engagés se présenter aux élections. Cela permettrait d'avoir des personnes qui connaissent les dossiers par leur travail préalable dans une ONG, un syndicat... Il faut insister sur l'importance d'avoir des citoyens actifs qui deviennent parlementaires. C'est un peu ce qui a été fait en France lors de la création d'Europe Ecologie : il s'agissait de s'ouvrir à des gens qui étaient légitimes. Par exemple, Michèle Rivasi, eurodéputée française avec qui je travaille, a fondé la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD), pour contrôler l'industrie nucléaire. Elle est très engagée sur les questions de santé au Parlement européen, notamment avec l'Agence européenne des médicaments, et elle sait de quoi elle parle. Je me rends compte dans la commission de l'agriculture que nous sommes très peu à connaître la réalité : les Verts, dans cette commission, ont deux agriculteurs, même si moi je ne le suis plus à force d'engagement politique. Mais il y a effectivement un vrai problème de légitimité dans les débats pour les autres membres de la commission, et il est facile pour

quelqu'un qui ne connaît pas les dossiers de se faire influencer par les lobbys.

« Tout le pouvoir est donné aux entreprises. »

Vous connaissez des cas concrets ?

Deux exemples concrets : le congrès des jeunes agriculteurs européens s'est tenu au Parlement européen avec le Parti populaire européen (PPE) et deux entreprises de fabrication de tracteurs ; une réunion a été organisée par le président de la commission de l'agriculture avec Joseph Daul, président du PPE, et une grande marque de tracteurs, dont on a appris plus tard qu'elle équipait le fils de ce dernier. On peut y voir un hasard, mais je pense qu'il y a une petite réalité. Il est donc clair que la légitimité des parlementaires est aujourd'hui une bataille de fond quotidienne pour les Verts, car ce sont ces soupçons qui détériorent la politique. C'est donc en menant cette bataille qu'on pourra ramener des citoyens vers la politique européenne.



EUROPA



José Bové, 60 ans, est député européen du parti français Europe Ecologie-Les Verts depuis 2009. Il est vice-président de la commission de l'agriculture du Parlement européen. Figure du mouvement altermondialiste, il s'est fait connaître par son combat contre les OGM et la malbouffe.

Quels sont pour vous le rôle et l'intérêt de l'initiative citoyenne européenne dans ce cadre ?

Les Verts se sont battus pour introduire cette avancée, et je suis heureux que la première validée soit sur le thème de l'eau et ait dépassé toutes les attentes en nombre de signataires. Le travail est maintenant compliqué : allons-nous être capables de modifier la directive pour dire que l'eau n'est pas une marchandise ?

« J'ai horreur des débats théoriques vaseux. »

La désignation des têtes de liste aux élections européennes des Verts s'est faite par une primaire sur l'internet, qui n'a rassemblé qu'environ 22.600 votants. Est-ce une déception ?

Oui, je pense que c'est une déception. Le travail n'a pas forcément été fait jusqu'au bout, y compris chez les Verts européens, pour convaincre qu'il y avait un intérêt certain à faire appel à tous les citoyens pour choisir les têtes de liste. C'est la première fois que nous menons une bataille pour la présidence de la Commis-

sion, et nous avons en quelque sorte essuyé les plâtres. La complexité due à la protection des données personnelles, demandant à la fois l'internet et un téléphone portable, a forcé plus de 7.000 personnes à abandonner le processus. Je pense plus particulièrement à celles et ceux en milieu rural pour qui ça patine sérieusement. On a donc en gros 30.000 personnes qui ont souhaité participer, mais ce chiffre n'est pas suffisant effectivement. La démarche a cependant le mérite d'avoir existé.

Comment cette primaire, dont vous êtes sorti vainqueur, va-t-elle influencer votre campagne européenne ?

Une légitimité m'a été donnée par ce suffrage, et je vais mener ma campagne comme je l'ai toujours fait. Il est vrai que cette primaire renforce notre volonté de mener cette bataille et de nous confronter à nos adversaires. Le PPE a du mal à choisir son candidat, et il ne serait pas étonnant qu'il n'arrive pas à choisir, car il est pris à son propre piège : ayant accepté cette dynamique impulsée par le Parlement européen, il est maintenant coincé. En même temps, certains candidats ne souhaitent pas se présenter, au Luxembourg apparemment. Moi,

je ne fais que le remarquer. Je ne m'occupe pas de politique intérieure luxembourgeoise, pour ne pas avoir de problème lorsque je demanderai la nationalité.

« Il faut à tout prix éviter l'écologie culpabilisante. »

C'est prévu ?

C'est une chose à laquelle j'ai pensé : après tout, j'y ai droit, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout ? La famille de mon père a été parmi les premiers semenciers au Luxembourg. Ça serait amusant d'être aussi Luxembourgeois, je pourrais venir causer ici plus souvent ! Mais ce qui est bien déjà avec l'Europe, c'est qu'on peut se présenter au Luxembourg sans être Luxembourgeois.

On parle de plus en plus souvent du mouvement de la décroissance. Qu'est-ce que ça vous évoque ?

J'ai personnellement horreur des débats théoriques vaseux. D'abord, je comprends la démarche, et ensuite prôner la décroissance face à la lo-

gique de la croissance folle était un sacré coup de pied. Pour moi, il y a des choses qui doivent croître et d'autres qui doivent décroître. Il faut faire décroître le nucléaire jusqu'à ce que ça soit terminé, mais les énergies renouvelables doivent croître ; la bagnole doit décroître, les transports doux doivent croître. Pour moi, c'est d'abord une idée globale pour construire du vivre ensemble différemment et mettre en place une transition économique, technique, industrielle. On obtient alors une forme économique et technique différente sans pour autant vivre en dehors de la société. La complexité est de réunir les purs et durs de la décroissance, qu'on peut considérer comme des lanceurs d'alerte, et le reste, car avoir raison tout seul ne sert à rien. J'ai personnellement parfois des pratiques très décroissantes.

Par exemple ?

J'ai des toilettes sèches à la maison : mais je ne voudrais pas l'imposer à tout le monde, surtout en immeuble ! Avec ça, j'économise 15.000 litres d'eau par an, dans une région où l'eau est rare. Sinon, ça fait des années que je n'ai pas mis les pieds dans un supermarché et qu'on fa-

POLITIQUE EUROPÉENNE

Vent debout contre les lobbys

Florent Toniello

José Bové était à Luxembourg le 4 février pour faire le point sur l'influence des lobbys dans l'Union européenne, et les moyens de les contrer.

Il est pour le moins rare de voir une salle archicomble applaudir à tout rompre lorsqu'un conférencier évoque son passage en prison, même si les faits - le « démontage » d'une succursale McDonald's à Millau en 1999 - sont maintenant lointains. C'est pourtant ce qui s'est passé mardi dernier à l'hôtel Parc Belle-Vue, où presque 400 personnes s'étaient massées dans une salle surchauffée pour écouter une des figures de l'altermondialisme.

Avec sa gouaille habituelle, José Bové passe en revue cinq ans d'action contre les lobbys à Bruxelles. Le fil conducteur de sa conférence est la nécessité d'un véritable engagement politique européen, sans lequel, pour lui, « l'Europe va crever de la dépolitisation des débats ». Et les exemples concrets de l'influence des lobbys ne manquent pas, à commencer par le coup de semonce qu'a constitué en 2010 la révélation du conflit d'intérêts de la directrice de l'époque de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), Diana Banati, qui était en même temps membre du conseil d'administration de l'International Life Sciences Institute (ILSI), une association regroupant quelque 500 industriels de l'agroalimentaire. Il a fallu à José Bové plusieurs années de combat contre la Commission européenne avant d'obtenir son départ... en mai 2012. Mais cette expérience a permis à celui qui se considère encore comme un paysan de comprendre les rouages de la politique européenne, lui qui avoue avoir auparavant « combattu les OGM plutôt dans les champs avec une faucille ».

C'est cette connaissance des arcanes européens qui l'a conduit, en 2013, à déjouer les pressions exercées par l'industrie des pesticides sur l'EFSA. Celle-ci avait confirmé la nocivité des insecticides néonicotinoïdes sur les abeilles, réclamant leur interdiction. La société Syngenta avait alors, selon José Bové, essayé d'influencer les conclusions de l'agence, allant jusqu'à menacer certains fonctionnaires d'obtenir leur renvoi. Les Verts européens s'étaient par conséquent associés à Corporate Europe Observatory (CEO), une ONG active dans la surveillance des lobbys bruxellois, pour obtenir et divulguer les documents prouvant les tentatives d'influence de l'entreprise agrochimique. Depuis le 1er décembre 2013, l'utilisation de trois pesticides néonicotinoïdes est restreinte pendant deux ans au sein de l'Union.

Bien que ces exemples soient représentatifs du lobbying intense dans la capitale européenne, José Bové se défend de tenir « un discours contre l'Europe ». Au contraire, il estime que, par son action, « on retire des arguments à ceux qui disent : 'c'est tous des pourris, c'est tous des corrompus' ».

Institutions figées

Les entreprises industrielles ne sont cependant pas les seules dans le collimateur de l'eurodéputé. Pour lui, un autre danger est que « les institutions sont figées dans leur fonctionnement ». Il cite notamment l'absence de renouvellement des hauts fonctionnaires : en effet, ceux-ci restent en place quel que soit le changement politique, et « il y a une pensée unique, car ils sont tous aussi néolibéraux les uns que les autres ». Il fait le parallèle avec la situation française, où la mainmise des anciens de l'Ecole na-

tionale d'administration (ENA) sur le haut fonctionariat est bien connue, et indique qu'à sa connaissance le commissaire européen à l'Agriculture, Dacian Ciolo, « doit sans cesse se battre avec son administration ». Pour parler concrètement de nomination équivoque de fonctionnaire, il évoque le cas de Michel Petite, avocat d'affaires ayant travaillé pour Philip Morris à retarder certaines législations européennes et nommé par la suite par José Manuel Barroso comme... responsable de la déontologie de la Commission. Une nomination contestée par le Médiateur européen par la suite, et annulée.

Interrogé par le public sur ce qu'il pense du futur traité de libre-échange transatlantique entre les Etats-Unis et l'Union européenne, José Bové martèle : « Le fait que les entreprises puissent grâce à un tel traité traîner en justice les Etats pour une législation qui ne leur convient pas est une attaque contre la démocratie. » Mais l'homme est un éternel optimiste et, pour lui, « heureusement qu'il y a la société civile et les prochaines élections : tous les candidats pourront être interpellés sur ce sujet, ce qui pourrait changer la donne ». Et s'il avait raison ? La Commission a récemment suspendu les négociations jusqu'en juin, prenant acte de la méfiance de l'opinion publique.

C'est sous des applaudissements nourris que l'eurodéputé conclut, immédiatement sollicité par un grand nombre d'auditeurs, qu'ils soient ministres, militants d'ONG ou simples citoyens. A grand-peine, serrant une main par ci, répondant - toujours avec le sourire et un tutoiement jovial - à une question par là, posant pour une photo souvenir, il réussit à se frayer un chemin vers le buffet. Régional et bio, bien entendu.

brique notre lessive nous-mêmes, je n'achète donc plus de saletés industrielles. Mais ce sont des choses de la vie quotidienne qui passent par la pédagogie. Le risque en matière de décroissance ou de modes de vie alternatifs est de culpabiliser les gens qui restent « dans le système ». Il faut à tout prix éviter l'écologie culpabilisante. L'écologie doit faire plaisir. Le principe du plaisir tant en politique que dans la vie quotidienne est pour moi essentiel : j'aime bien prendre mon pied !

Allez-vous rempiler dans la commission de l'agriculture après les élections ?

Je ne sais pas encore. Ca sera une réflexion collective sur les endroits stratégiques où nous pourrions faire bouger le système. Bien sûr, ça me plairait car il y a encore tant de choses à faire... Mais pour ça, il faut déjà être réélu !